

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 25 novembre 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**74 2015.RRGR.343 Motion 113-2015 Bhend (Steffisbourg, PS)
Baisse du tarif des notaires**

N° de l'intervention: 113-2015
N° d'affaire: 2015.RRGR.343
Déposée le: 19.03.2015
Déposée par: Bhend (Steffisbourg, PS) (porte-parole)
Köpfli (Bern, pvl)
Bachmann (Nidau, PS)
Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
Bauen (Münsingen, Les Verts)
Cosignataires: 1
N° d'ACE: 1076/2015 du 9 septembre 2015
Direction: JCE

Baisse du tarif des notaires

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter l'article 52 de la loi sur le notariat pour que les notaires puissent à tout moment et sans devoir fournir de justification fixer leurs émoluments en-deçà du tarif minimum.

Développement :

L'article 52 de la loi sur le notariat règle le calcul des émoluments des notaires.

Les études menées par Monsieur Prix et la comparaison avec d'autres cantons montrent clairement que dans le canton de Berne, les émoluments des notaires sont excessifs, avec la bénédiction du canton !

La hausse des prix de l'immobilier a en outre fait augmenter les tarifs des notaires de manière disproportionnée. D'ailleurs, dans sa réponse de février 2013 à la motion 195-2012, le Conseil-exécutif déclare qu'« un accroissement de 15,5 pour cent (moyenne pour les maisons individuelles, les logements en propriété et les objets en location, après déduction du renchérissement général) entraîne lors des contrats de mutation courants (valeurs de contrats comprises entre 500 000 francs et 2 millions de francs) des émoluments supplémentaires de 9,5 pour cent en moyenne seulement ».

Il est inadmissible que les notaires aient l'interdiction de pratiquer des tarifs inférieurs au minimum prescrit par le canton. Ceux qui, parce que leurs finances sont saines, pourraient exiger des tarifs plus bas, doivent pouvoir le faire sans devoir se justifier. La loi sur le notariat aurait dû être modifiée il y a longtemps déjà.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion demande une révision de la loi du 22 novembre 2005 sur le notariat (LN) en réclamant la suppression de l'émolument minimum des notaires pour leur activité principale. Il avait déjà fait une demande similaire dans la motion qu'il avait déposée le 8 juin 2010 (point 1 de la motion 102/2010). Dans la présente intervention, il indique que les émoluments des notaires ont augmenté ces dernières années d'une manière disproportionnée, du fait des prix de l'immobilier qui se sont fortement accrus.

Lorsque l'on évoque le notariat bernois, il convient toujours de distinguer entre l'activité principale et l'activité accessoire de la personne. Pour simplifier, on dira que le ou la notaire pratique une activité principale lorsqu'il ou elle instrumente dans le cadre d'un monopole, puisqu'aucun représentant d'une autre catégorie professionnelle ne peut accomplir les mêmes tâches. Un ou

une notaire fournit une prestation étatique (instrumentation) lors de son activité principale, qui est de ce fait soumise au droit public. D'autres cantons appliquent pour cette raison le système du notariat d'Etat. Dans le cadre de l'exercice de cette activité principale, le ou la notaire a droit à une rémunération sous la forme d'un émolument.

A l'inverse, on parle d'activité accessoire lorsqu'un ou une notaire exerce dans un secteur qui est également accessible à d'autres catégories professionnelles (comme les avocats, les fiduciaires, les experts fiscaux, les banques, etc.) et qui est intégralement réglementé par le droit privé. Lors de son activité relevant du droit privé, un ou une notaire peut prétendre à une rémunération sous la forme d'honoraires. Contrairement aux émoluments soumis au droit public, les honoraires de droit privé sont librement négociables.

Pour la compréhension juridique, il est essentiel que l'on ne parle d'émoluments de notaires que dans le cas où un client doit rémunérer une prestation étatique soumise au monopole. Le caractère particulier du système du notariat indépendant tient au fait que l'Etat a délégué cette prestation à des particuliers, à savoir les notaires exerçant à titre indépendant. Cela ne change rien toutefois au caractère de droit public, étatique, des émoluments des notaires.

Ces émoluments sont presque tous fixés selon un barème indiquant des minima et des maxima. Les annexes 1 à 4 de l'ordonnance sur les émoluments des notaires (OEmN; RSB 169.81) prévoient en outre un émolument moyen. Le motionnaire demande la suppression du tarif minimal. Il s'agit là d'une question que le Grand Conseil a traitée à plusieurs reprises.

1. Le Grand Conseil a adopté la loi sur le notariat (LN; RSB 169.11) le 22 novembre 2005 en seconde lecture. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006 en même temps que l'ordonnance sur les émoluments des notaires. La question de l'émolument minimal avait déjà donné lieu à de longs débats parlementaires. Lors de la première lecture, il avait été proposé qu'une réduction soit accordée dans des cas particuliers, notamment lorsque l'émolument était sans commune mesure avec le temps employé, lorsque l'authentification concernait plusieurs actes de même nature ou lorsque l'émolument constituait pour la clientèle une rigueur inéquitable (voir Journal du Grand Conseil 2005, p. 827 et Compte rendu des séances du Grand Conseil du canton de Berne, p. 534). Cette proposition visait à supprimer le tarif minimal, au moins dans les cas particuliers. Lors de la seconde lecture, il avait été demandé dans une autre proposition que les émoluments puissent être inférieurs à ce que prévoit le barème si le ou la notaire et la partie requérante en décidaient ainsi d'un commun accord (Journal du Grand Conseil 2005, p. 1206; Compte rendu, p. 785). Les deux propositions ont été rejetées par le Grand Conseil.
2. Dans la motion 117/2007 du 27 mars 2007, le même député avait déjà demandé notamment la suppression de l'émolument minimum. Suivant la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil avait rejeté la motion (par appel nominal) le 5 septembre 2007 par 66 voix contre 40 et 20 abstentions.
3. Le 14 septembre 2011, le Grand Conseil avait rejeté le point 1 de la motion 102/2010 déjà évoqué par 73 voix contre 50 et 9 abstentions, conformément à la proposition du Conseil-exécutif. Précisons que ce vote était intervenu le jour même où le Grand Conseil avait pris connaissance du rapport d'évaluation détaillé relatif à la révision totale des émoluments des notaires.

La Constitution n'interdit pas expressément la suppression des émoluments minimaux. Le canton d'Argovie a d'ailleurs créé une base légale, l'article 69, alinéa 4 de sa loi sur l'authentification, qui prévoit que clients et notaires peuvent, d'un commun accord, fixer un tarif notarial inférieur au tarif cantonal. Le Conseil-exécutif estime toutefois gênant qu'une clientèle disposant d'une forte emprise sur le marché puisse obtenir une baisse des émoluments des notaires (étatiques) alors que la clientèle moyenne ne pourrait guère en profiter. Il se peut que cela soit usuel dans le cadre d'un marché relevant strictement du droit privé, mais une telle conséquence n'est pas souhaitable dans un contexte de monopole réglementé par l'Etat, auquel un public nombreux doit recourir.

L'auteur de la motion part en outre du principe, de manière manifestement erronée, que l'absence de marge de manœuvre qui caractérise les émoluments des notaires ne protège que

ces derniers. Il arrive pourtant de temps en temps que, lors d'une instrumentation notariale, le client, en signant un document, approuve simultanément le décompte du ou de la notaire. Si le système appliqué était celui d'une convention sur les émoluments entièrement négociable, la clientèle serait liée à sa déclaration de consentement et ne pourrait plus exiger un examen judiciaire qu'aux conditions très restrictives concernant le vice du consentement prévu par le droit privé (p. ex. l'erreur, prévue aux articles 23 ss CO). Dans le droit notarial bernois actuel, une convention sur les émoluments ne serait pas reconnue. Sur la base d'une demande d'examen officiel des émoluments des notaires selon l'article 56 LN, la JCE, en sa qualité d'autorité de surveillance, et, le cas échéant, le Tribunal administratif, en tant qu'instance supérieure, pourraient examiner librement les émoluments des notaires facturés.

Vu ces réflexions, le Conseil-exécutif parvient à la conclusion qu'il n'est pas indiqué de supprimer l'émolument minimum. Il est aussi d'avis qu'il convient d'apprécier le fait que le Grand Conseil a jusqu'à maintenant systématiquement rejeté cette idée. Une telle mesure, prise isolément, n'est d'ailleurs pas non plus dans l'intérêt de la clientèle des notaires.

Le Conseil-exécutif est cependant disposé à étudier, le cas échéant, une adaptation de l'émolument minimum dans un contexte plus général et un cadre assez large, c'est-à-dire lors d'une révision de la loi sur le notariat, afin que l'on puisse prendre en considération de manière adéquate les différents facteurs d'influence. Un tel examen permettrait ainsi de tenir compte de la demande de l'auteur de la présente motion ainsi que de celle présentée dans la motion Brönnimann (Mittehäusern, pvl) M 138-2015, à laquelle le Conseil-exécutif répond simultanément et dont il recommande l'adoption sous forme de postulat.

Pour les motifs mentionnés ci-dessus, le Conseil-exécutif propose donc d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Délibération groupée avec l'affaire 2015.RRGR.521

Le président. Wir haben zu Beginn der Session beschlossen, diese beiden Geschäfte gemeinsam zu beraten.

Thomas Brönnimann, Mittehäusern (pvl). Die Beratung dieses Themas ist schon fast ein Evergreen. Aber man braucht kein Prophet zu sein um zu sagen: Solange sich der Grosse Rat nicht auf eine Strukturreform im Bereich Notariatswesen einlässt, wird das wohl so bleiben. Wenn ich die Antwort des Regierungsrats richtig gelesen habe, sagt er mehr oder weniger, inhaltlich hätte ich recht, aber das Timing sei falsch. Es würde mich interessieren und vielleicht kann Herr Regierungsrat Neuhaus dann noch etwas dazu sagen, wie viel Zeit er, beziehungsweise sein Notariatsinspektor, braucht. Ich weise einfach auf Folgendes hin: Wenn man im Fussball auf Zeit spielt, bekommt man die gelbe Karte. Ich kann vielleicht noch damit leben, wenn man mir sagt, dass es zu knapp wird, das Anliegen in die kommenden zwei Jahre hineinzudrücken. Aber wenn in der Antwort einfach auf die Bundesgesetzgebung verwiesen wird, riecht das nach auf Zeit spielen. Denn ich sehe am Bundeshimmel oder am Bundeshorizont noch nichts, das Richtung Reform geht. Das heisst also, dass aus meiner Sicht auf Bundesebene in den kommenden fünf Jahren sicher nichts passiert.

Ich habe einmal nachgezählt und bin auf 73 Stimmen gekommen, die eine Motion unterstützen würden. Sicher, man weiss nicht bei jedem, wie er stimmt. Ich habe einfach bei den Fraktionen nachgeschaut. Diese 73 Stimmen reichen nicht, und nun stellt sich die berühmte Frage, ob ich lieber die Motions-Taube auf dem Dach oder den Postulats-Spatz in der Hand haben will. Und dann besteht noch das Risiko, dass sich der Spatz wieder in ein Ei zurückverwandelt, und am Ende ist es plötzlich ein Kuckucksei. Vielleicht entspringt diesem Kuckucksei in fünf Jahren eine reduzierte Gesetzgebung und ein Punkt, der mir sehr wichtig ist, nämlich die Aufhebung der Mindestgebühren,

ist plötzlich nicht mehr darin enthalten. Deshalb möchte ich von Regierungsrat Neuhaus eine Stellungnahme, ob er sich an das politische Tabu heranwagt, wenn der Vorstoss als Postulat angenommen wird, oder ob am Schluss alles bernisch bleibt wie immer.

Ich erhielt auf diese Motion Reaktionen, auch von Notaren. Das höchste Kompliment, das ich erhalten habe, lautete: Diese Motion sei jetzt wirklich einmal gefährlich, sie könnte tatsächlich angenommen werden, und zwar, weil sie ausgewogen sei. Ich habe mich bemüht, habe mir Zeit genommen und mich informiert und habe dafür gesorgt, nicht nur die Tarife anzusprechen. Ich gebe es zu, ich ziele auch auf die Tarife, doch habe ich mich auch bemüht, alles aufzunehmen, was der Modernisierung des bernischen Notariats dienen würde: Stichwort Notariats-AG; Stichwort Erhöhung der Organisationsautonomie. Für mich ist das jetzt alles enthalten. Jetzt ist es an Ihnen, es zu wagen. Ich bin gespannt auf die Diskussion. Ich staune immer wieder und hoffe, ich staune dann einmal erfreut. Ich staune immer wieder, dass es sich hier um ein Links-Rechts-Thema handelt. Ich finde immer, dieses Thema habe doch nichts mit Links und Rechts zu tun. Vielleicht täusche ich mich diesmal und bin dann am Schluss erfreut. Vorerst halte ich an einer Motion fest, gebe aber bekannt, dass ich über eine Wandlung der Ziffer 2 in ein Postulat diskutieren könnte, sofern ich das Signal erhalte, dass Ziffer 1 als Motion angenommen wird.

Patrick Bhend, Steffisbourg (PS). Würden Sie einem Treuhänder oder einer Unternehmerin oder einem Unternehmer einen Stundenansatz von 1955 Franken bezahlen? Und kennen Sie einen Kunden, der bereit ist, Ihnen einen Stundenansatz von knapp 2000 Franken zu berappen? Wohl kaum. Ganz anders sieht es bei den Berner Notaren aus. Sie machen sich heute strafbar, wenn sie nicht einen solchen Tarif verrechnen. Von der FDP bin ich aufgrund meiner Vorstösse auch schon als «Trötzeli» bezeichnet worden, weil ich ein Thema aufgreife, über das der Rat bereits mehrmals debattiert hat. Ja, es ist effektiv so: Ziel im Jahr 2006 war es ja, die Notariatstarife auf das schweizerische Mittel zu senken. Dieses Ziel haben wir klar verfehlt, wie öffentliche Studien des Preisüberwachers klar beweisen. Denn diese Studien zeigen auf, dass die Bernerinnen und Berner immer noch rund 50 Prozent mehr bezahlen als im schweizerischen Durchschnitt üblich ist. Bei einem solch klaren Verdikt gibt es eigentlich nur zwei Möglichkeiten: Entweder man wird aktiv und behebt diese Missstände, oder man wählt eine Strategie, wie dies beim Berner Notariatsverband der Fall ist und versucht mit allen Mitteln, die Glaubwürdigkeit solcher Studien in Frage zu stellen. Diese Taktik finde ich persönlich nicht nur unehrlich, sondern auch ein bisschen peinlich, denn diese Tarife lassen sich sehr wohl und sehr genau vergleichen. Der Preisüberwacher hat dies aus der Optik eines Normalbürgers gemacht, der zum Notar geht. Zum Vergleich nahm er viele einzelne Geschäfte, die in allen Kantonen ungefähr gleich sind, wie sie nämlich auch bundesrechtlich umschrieben sind. Er untersuchte, wie sich das direkt auf das Portemonnaie der Kunden auswirkt. Und jetzt soll mir doch noch jemand weismachen, es sei unmöglich, einen solchen Vergleich anzustellen.

Auch das Argument, die kleinen Geschäfte seien bei den Notaren nicht kostendeckend, kann ich so nicht gelten lassen. Ein kleines Beispiel: Nach einem Todesfall in unserer Familie hat der Notar drei bereits vorhandene Erbverträge per eingeschriebenem Brief verschickt, was 500 Franken kostete. Und dann wird behauptet, das sei nicht kostendeckend.

Nach den ersten Presseberichten zu meinem Anliegen erhielt ich Post von drei Notaren. Einer lud mich zu einem Gespräch ein um mir zu zeigen, dass bei den Tarifen überhaupt kein Spielraum mehr bestehe. Interessanterweise haben mir aber auch zwei andere Notare geschrieben, die mir gratulierten und mir sagten, das Anliegen sei richtig. Einer der Notare legte mir juristisch dar, dass die künstliche Abschottung des Notariats, wie es im Kanton Bern praktiziert wird, im Grundsatz gegen das Binnenmarktgesetz verstösst. Gemäss Binnenmarktgesetz sind sämtliche kantonalen Fähigkeitsausweise in der ganzen Schweiz gültig. Heute wird die kantonale Abschottung hauptsächlich mit Qualitätssicherung begründet. Ich zitiere Ihnen, was der erwähnte Notar dazu geschrieben hat: «Das von den Berner Notaren immer wieder betonte angeblich hohe Qualitätsniveau ihrer Verurkundungen hält einer näheren Überprüfung, beziehungsweise einem interkantonalen Vergleich jedenfalls nicht Stand. Der Unterschied, den ich selber feststelle, besteht darin, dass Notare anderer Kantone ihre Urkunden oft wesentlich kürzer, klarer und zweckgerichteter abfassen». Das schreibt also ein Notar.

Der andere Notar lieferte mir noch stichhaltigere Argumente. Er führte 17 Geschäfte auf und begründete im Detail, welche Tarife angemessen und welche zu hoch sind. Als explizit unsinnig bezeichnete er Geschäfte mit dem Rahmentarif und der Abstufung nach Vertragswert. Das ist zum Beispiel der Fall bei den Grundpfandrechten, bei Kaufverträgen, bei Stockwerkeigentum – Sie

kennen das alles. Eine Fehlkonstruktion seien diese Tarife aus dem Grund, weil keine Korrelation zwischen dem Arbeitsaufwand und dem Vertragswert bestehe. Konkret heisst das, dass eine Verschreibung einer Liegenschaft für 800 000 Franken nicht mehr Arbeit verursacht, als eine Verschreibung für eine Liegenschaft, die nur 300 000 Franken kostet.

Ein mir bekannter Notar hat mir dann einmal Aufwand und Ertrag von zwei konkreten Geschäften berechnet. Beispiel 1 ist ein Kaufvertrag für eine Liegenschaft. Der durchschnittliche Aufwand für einen Notar liegt hier bei rund 4,5 Stunden. In rund 90 Prozent der Fälle handelt es sich hier um Standardverträge, welche die Notare bestens kennen. Ich kenne sie übrigens unterdessen auch. Bei einem Kaufpreis in der Höhe von 200 000 Franken ergibt das bei einer Verrechnung der Minimalgebühr einen Stundenlohn in der Höhe von 225 Franken, was durchaus angemessen ist. Auch im Rahmen der Maximalgebühr ergibt das 230 Franken, was ebenfalls in Ordnung ist. Ganz anders sieht es jedoch bei der Verurkundung eines Schuldbriefes in der Höhe von 1 Mio. Franken aus. Dort beträgt der Stundenlohn dann wirklich diese erwähnten 1955 Franken. Dies notabene mit der Verrechnung der Minimalgebühr. Da soll mir noch jemand sagen, es bestehe kein Bedarf, diese Minimalgebühren abzuschaffen. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Als Volksvertreter verstehe ich meine Aufgabe so, mich dort einzusetzen, wo ein Missverhältnis besteht, egal ob es bereits in der letzten Legislatur behandelt worden ist oder nicht. Deshalb bitte ich Sie, auf diese Anliegen einzutreten und jetzt nicht einfach zurückzuschauen und zu sagen, es sei schon mal auf dem Tisch gelegen, sondern echte Argumente auf den Tisch zu bringen, die dagegen sprechen, dieses Thema anzupacken.

Le président. Als Mitmotionär hat jetzt Herr Grossrat Köpfli das Wort. Gibt es weitere Mitmotionäre, die sich äussern möchten? Das ist nicht der Fall.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Offensichtlich ist das ein Evergreen. Ich selber erlebe es zum ersten Mal, da ich noch nicht so lange Mitglied des Grossen Rates bin. Umso gespannter bin ich auf die Debatte. Wenn ich in meinem Umfeld sage, ich sei Mitglied des Grossen Rates, oder früher, ich würde in den Grossen Rat wechseln, wurden mir meist nur wenige Anliegen angetragen. Aber eines, mit dem ich immer wieder konfrontiert wurde, war das Anliegen, endlich etwas gegen die überhöhten Notariatstarife zu unternehmen. Das sagt jeder, der schon einmal ein Haus gekauft hat oder schon einmal mit einer etwas komplexeren, etwas grösseren Erbschaft konfrontiert war. Staatlich vorgeschriebene Mindesttarife, so wie man sie im Kanton Bern kennt, sind für mich absolut unverständlich. Ich bin auch hinsichtlich des Sinns von Maximaltarifen skeptisch, aber Mindesttarife, also dass der Staat Privaten vorschreibt, was sie für eine Dienstleistung, die sie an Bürgerinnen und Bürger verkaufen, mindestens verlangen müssen, sind für mich eine Absurdität sondergleichen und mit einer liberalen Wirtschaftsordnung schon gar nicht zu vereinbaren. Dadurch wird der Wettbewerb weitgehend eliminiert und am Schluss bezahlt der Konsument oder die Konsumentin die Zeche. Es ist kein Wunder, dass dieses System vom Preisüberwacher, von der WEKO, aber zum Beispiel auch von der AvenirSuisse – sicher kein linker Thinktank – regelmässig kritisiert wird. Auf die geschützte Werkstätte der Notare, und zwar nicht nur im Kanton Bern sondern in der ganzen Schweiz, kommen wir noch zu sprechen.

Oft wird argumentiert, es handle sich hier nicht um einen normalen Markt, denn es sei eine staatlich festgeschriebene Dienstleistung, und daher könne man hier den Markt nicht spielen lassen. Ich möchte einen Vergleich machen: Im vergangenen Jahr stimmten wir über die Einheitskrankenkasse ab. Das KVG schreibt ebenfalls eine fixe Dienstleistung vor, über die heute unter den privaten Krankenkassen ein Wettbewerb besteht. Interessanterweise und zu Recht setzten sich die gleichen Parteien, also FDP, BDP und SVP, die sich bisher immer gegen eine Liberalisierung der Notariatstarife wehrten, für einen Wettbewerb ein, also gegen eine Einheitskasse und dadurch gegen einen Einheitstarif. Vielmehr soll sich Private bei einer staatlich festgeschriebenen und sogar für alle Leute obligatorischen Leistung einem Wettbewerb stellen. Dadurch reduziert sich der Preis für die Konsumentinnen und Konsumenten auf einen möglichst günstigen Preis. Und ich sehe keinen Grund, warum dies bei den Notaren nicht auch möglich sein soll. Wenn das ein Schutz sein soll für die Konsumenten und Klienten, wie der Regierungsrat argumentiert, verstehe ich die Welt nicht mehr. Das ist dann einfach so: Wenn sich einer in einem liberalisierten Markt übers Ohr hauen lässt und zu viel bezahlt, ist das sein persönliches Problem. Das ist die Eigenverantwortung. Kaufe ich ein Fernsehgerät, das zehnmal mehr kostet als in einem andern Geschäft, kann ich dann auch nicht zum Staat gehen und einen tieferen Preis verlangen. Es ist klar, dass auch im Kanton Bern der Wettbewerb spielen muss. Es muss niemand zwingend Notar werden. Lassen wir also den

Wettbewerb spielen. Und wenn es dann tatsächlich so viele Leute gibt, die unter diesen Bedingungen nicht mehr Notar sein wollen und aufhören, als Notare zu arbeiten, können wir dann über eine staatliche Regulierung diskutieren, aber nicht, bevor wir eine Liberalisierung durchgesetzt haben; am liebsten gleich auf nationaler Ebene. Dort ist ein Postulat von meiner Parteikollegin Kathrin Bertschy hängig. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Sie wurde erfreulicherweise auch von verschiedenen bürgerlichen Nationalräten aus dem Kanton Bern unterschrieben. Ich fordere Sie auf, das Notariatswesen endlich einmal zuerst im Kanton Bern und dann schweizweit zu liberalisieren.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionssprechern.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich bin nicht Notar, höchstens ein halber Anwalt, aber das reicht mir. Ich möchte etwas mehr Sachlichkeit in die Diskussion bringen. Modernisierung, wie es der Vorstoss von Herrn Brönnimann verlangt, klingt immer gut. Aber für die FDP kommt bei diesem Vorstoss eine Motion ganz klar nicht in Frage. Zuerst eine Vorbemerkung: Es klingt fast ein bisschen lustig; es wird gesagt, das Notariatsgesetz sei ja uralte, uralte, notabene zehn Jahre alt und es müsse überholt werden. Es ist aber absurd zu sagen, Gesetze müssten nach zehn Jahren schon wieder überprüft werden. Ich erinnere an den Rechtswissenschaftler Eugen Huber, der 1908 das Zivilgesetzbuch erarbeitete, das dann 1912 in Kraft gesetzt wurde. Die erste Revision erfolgte 1975, also nach 63 Jahren. Das waren halt noch Gesetze. Das Argument dieser zehn Jahre zählt also nicht. Sicher kann man ja immer alles und jedes überprüfen. Wir haben ja nichts anderes zu tun. Auch können wir dieses alte Gesetz auch wieder überprüfen. Die Überlegungen des Regierungsrats sind zum Glück sehr zurückhaltend und vorsichtig formuliert im Sinne von: es sei möglich, das zu tun. Unter dieser Prämisse kann eine Mehrheit der bürgerlichen Fraktion einem Postulat, einem «Postuläti» zustimmen, aber ohne Präjudiz, was dann dabei herauskommt. Man vergibt sich ja noch nichts, denn man kann das ja dann beim Gesetz diskutieren. Wir stimmen hier einem Postulat also integral zu. Integral heisst natürlich auch, dass wir Ziffer 2 Buchstabe b, der die Gebühren betrifft, als Postulat zustimmen.

Mit dem zweiten Vorstoss hatten wir mehr Mühe, dem Vorstoss Bhend mit dem Titel «Wucher». Das Wort hat uns gestört, das kann natürlich nicht sein, das ist reisserisch. Man kann wirklich nicht sagen, die Notare im Kanton Bern seien Wucherer. Das darf ich sagen, weil ich eben nicht Notar bin. Das ist klassenkämpferisch, Herr Bhend. Sagen Sie es doch ehrlich: Sie sind gegen das private Notariat. Das haben wir schon x Mal diskutiert. Man ist gegen die Privaten, die etwas verdienen könnten. Von Seiten von Herrn Bhend wird hier einfach die alte, ewiggestrige rote Leier gesungen, untermauert von einer starken Prise des Neides. Dieser Vorstoss trieft vor Neid, Herr Bhend. Deshalb haben wir Mühe damit, denn so geht es natürlich nicht. Aber eben, wenn ich Ziffer 2 des vorangehenden Vorstosses zustimme, müssen wir diesem Vorstoss hier nolens volens ebenfalls zustimmen. Dies aber eher einer inneren Logik folgend. Aber, Herr Bhend, bilden Sie sich ja nicht ein, dass wir diesem Vorstoss auf geistiger Ebene zustimmen. Ich bin ohnehin dagegen, das ist klar, aber wir machen das jetzt halt. Wenn Sie ehrlich gewesen wären, hätten Sie diesen Vorstoss ja zurückgezogen, denn das ist ja alles im ersten Vorstoss inbegriffen. Aber in diesem Fall hätte ich ja nicht so lange polemisieren können.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Es wurde von den Vorrednern bereits zur Genüge dargelegt, dass wir hier einen Dauerbrenner verhandeln. Thomas Brönnimann sprach von einem Evergreen, das stimmt durchaus. Es liegen nun zwei Vorstösse auf dem Tisch. Der Vorstoss Bhend fokussiert sich auf die Tarife, der Vorstoss von Thomas Brönnimann verfolgt einen etwas breiteren Ansatz. Es geht um parallele Forderungen nach einer Modernisierung dieses Bereichs und gleichzeitig auch nach tieferen Tarifen. Vor dem Hintergrund der Ausrichtung der beiden Vorstösse ist es für die grüne Fraktion klar, dass wir den breiter angelegten Vorstoss vorziehen, der verschiedene Aspekte berücksichtigt. Im Grundsatz gehen wir aber mit beiden Motionären einig, dass dieser «geschützte Bereich» – ich nenne es jetzt einmal so – des Notariatswesens in verschiedenerlei Hinsicht dringend geöffnet werden sollte. Nicht nur, was die Tarife anbelangt, sondern auch im Hinblick auf die Zugänglichkeit zu diesem Berufsfeld. Hier ist es also durchaus an der Zeit, eine entsprechende Revision des Notariatsgesetzes vorzunehmen.

Auf der andern Seite muss man aber auch eingestehen, dass hier durchaus ein Abklärungsbedarf besteht, denn die pfannenfertige Lösung liegt noch nicht auf dem Tisch, sondern muss dann bei der konkreten Gesetzgebungsarbeit erarbeitet und austariert werden. Das zeigen ja beide Vorstösse

auf, insbesondere derjenige von Thomas Brönnimann. In welche Richtung die Reise gehen könnte, zeigt der Vorstoss von Thomas Brönnimann auf jeden Fall auf. Angesichts dieser Überlegungen könnte für uns das Postulat unter Umständen die angemessenere Vorgehensweise sein. Wenn ich aber von einem Postulat spreche, plädiere ich nicht mit der gleichen Absicht dafür, wie dies mein Vorredner Hubert Klopfenstein gemacht hat. Es geht bei mir nicht um eine zurückhaltende Zustimmung zu einem Postulat, sondern um eine Zustimmung zu einem Postulat, das verschiedene Lösungsmöglichkeiten und Vorgehensweisen eröffnen soll. Aber wir sollten hier wirklich endlich ein Goal schiessen, damit wir endlich einen Schritt weiterkommen. Wir unterstützen also die beiden Vorstösse ohnehin als Postulat. Werden sie nicht gewandelt, unterstützen wir sie selbstverständlich auch in Form der Motion.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Bisweilen ist es hilfreich, einen Vergleich zu machen, um zu wissen, worüber man überhaupt spricht, und um eine Präzisierung zu erreichen. Vor 100 Jahren wurde von Einstein die Allgemeine Relativitätstheorie publiziert. Die Definition eines Physikers lautet im Duden wie folgt: Es ist ein Wissenschaftler, der sich mit dem Themengebiet Physik auseinandersetzt. Notare sind gemäss Duden Juristen, die Beglaubigungen, Beurkundungen und Rechtsgeschäfte vornehmen. Was die beiden Definitionen aber nicht zeigen, ist die Umsetzung im Alltag, sie geben also keine Antwort auf die Frage, wie man damit umgehen soll. Es steht bei beiden Begriffen nicht, was man daraus ableiten könnte hinsichtlich des Arbeitsmarktes, wie er aufgebaut sein sollte. Und genau hier ist die Problematik der Notare: Das System ist nicht stringent. Und hier widerspreche ich insbesondere dem Vorredner Hubert Klopfenstein: es besteht hier eben kein liberaler Markt, sondern vielmehr etwas, das wie ein Salzmonopol daherkommt; ein vom Staat erteiltes Recht zur Handlung im Alltag. Das führt in einer liberalen Perspektive aber nicht zu einem Wettbewerb. Ein Wettbewerb ist für uns Grünliberale selbstverständlich immanent und wichtig.

Zudem bin ich davon überzeugt, dass man die ganze Rechtssicherheit, die selbstverständlich in diesem Themengebiet relevant ist, noch viel mehr im Privatrecht regeln könnte, anstatt so, wie dies heute der Fall ist. Der Begriff Notar leitet sich aus dem lateinischen Wort «notarius» ab, dem sogenannten «Geschwindschreiber». Wer dazu fähig ist, ist demzufolge auch konkurrenzfähig. Deshalb sehe ich kein Problem, warum man das hier nicht anders handhaben könnte. Wir Grünliberalen stimmen selbstverständlich beiden Motionen zu. Wir sehen es zum einen als einen Aspekt des liberalen Marktes. Zum andern wollen wir keine Klientelpolitik betreiben. Wir wollen die Märkte aus einer liberalen Perspektive betrachten. Und infolgedessen dürfen wir dort Kritik üben, wo wir im System keine Stringenz sehen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Kollege Rudin hat vorhin zitiert. Ich mache das auch, aber ich zitiere nur Wikipedia: «Wucher bezeichnet das Angebot einer Leistung zu einer deutlich überhöhten Gegenleistung unter Ausnutzung einer Schwächesituation eines Vertragspartners». Ich befand mich bei einem Notar noch nie in einer Schwächesituation, vielmehr war ich immer in einer Situation der Stärke, entweder konnte ich etwas erben oder etwas kaufen. Sie merken es: Mich stört dieser Titel, der Begriff «Wucher», in einem staatlich festgesetzten Bereich enorm. Ich frage Kollege Bhend: Ist es auch Wucher, wenn ich in Laufen bei Gstaad einen Brief mit 85 Rappen frankiere und er bis nach Bosco Gurin im Tessin geht? Das ist ziemlich abgelegen und steil – ich war dort schon mit dem Velo. Und wenn ich den gleichen Brief mit Adresse Härkingen in Härkingen einwerfe, geht er an das Verteilzentrum und ist am gleichen Tag dort. Ist das auch Wucher? Ich meine Nein, es ist einfach ein staatlich festgelegter Bereich. Trotzdem: Nach Meinung unserer Fraktion gibt es tatsächlich Fälle, in denen der Mindesttarif zumindest störend ist. Ich habe auch so etwas erlebt und habe selber den Notar ein bisschen angemurmelt. Ich kaufte einen Einstallhallenplatz und zwar einen genau gleichen, neben dem anderen, den ich vor fünf Jahren gekauft hatte. Der Notar verrechnete mir den Mindesttarif, obwohl er eigentlich nichts zu tun hatte, denn er konnte alles vom letzten Mal abschreiben. In diesem Sinn sind wir bereit, den Vorstoss als Postulat anzunehmen, zumindest die in einem moderaten, eigentlich richtigen oder guten Ton abgefasste Motion von Kollege Brönnimann. Es ist richtig, das Notariatsgesetz einmal hervorzuholen, in andern Kantonen zu schauen, wie man da vorgeht und entsprechend Anpassungen zu machen. Die EDU-Fraktion unterstützt also ein Postulat.

Vania Kohli, Berne (PBD). Die BDP lehnt beide Motionen ab. Sollten sie in ein Postulat gewandelt werden, unterscheiden wir wie folgt: Falls die Postulate als Ganzes behandelt werden, werden sie von uns heftig bestritten. Falls die Abstimmung ziffernweise erfolgt, werden wir den Ziffern 1 und 2a

grossmehrheitlich zustimmen. Die BDP-Fraktion ist aber der Meinung, es handle sich dabei um eine Bundesaufgabe, insbesondere die Ziffer 2a. Kathrin Bertschy hat, wie wir gehört haben, ein Postulat eingereicht und der Bundesrat hat es zur Annahme empfohlen. Deshalb warten wir ab, aber grundsätzlich und grossmehrheitlich wird sie von der BDP angenommen. Bei Ziffer 2b, beziehungsweise der abgeänderten Form in der Motion Bhend, sind wir gespalten. Sie können selber zählen, wie viele einem Postulat zustimmen werden. Diejenigen, die der Forderung nicht zustimmen, sind der Meinung, dass auch die Maximalgebühr abgeschafft werden sollte, wenn schon die Mindestgebühr abgeschafft wird. Bei Ziffer 2c wird die BDP-Fraktion ein Postulat grossmehrheitlich unterstützen. Die Frage sollte vom Regierungsrat im Hinblick auf eine allfällige Revision des Notariatsgesetzes überprüft werden. Ebenso erfolgt bei Ziffer 2d grösstmehrheitliche Unterstützung. Kein Verständnis hat die BDP-Fraktion aber für die Ziffer 2e. Damit würden Notare bestraft, die eigentlich effizient arbeiten und gut organisiert sind. Warum soll einer, der eine Urkunde mit einer alten Hermes-Schreibmaschine schreibt, mehr erhalten, als einer, der mit Textbausteinen und mit einem modernen Arbeitsmittel arbeitet? Das sehen wir überhaupt nicht ein, und dem können wir gar nichts abgewinnen.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Wir haben in unserer Fraktion keinen Notar und deshalb verliefen die Beratungen bei uns im Gegensatz zu jenen bei meiner Vorrednerin etwas einfacher (*hilarité*). Du musst mir noch erklären, was ihr da alles genau wollt, das konnte ich nicht alles nachvollziehen. Noch zum werten Herrn Klopfenstein: Ich bedanke mich bei Ihnen noch ganz herzlich für Ihr sachliches Votum (*hilarité*). Vor allem versuche ich jetzt noch die Haltung der sozialdemokratischen Fraktion wiederzugeben. Sie müssen also jetzt das ewige rote Geleier noch rasch zwei Minuten von mir ertragen, wenn Ihnen das recht ist. Ich habe Ihnen ja auch zugehört. In der Begründung des Vorstosses von Thomas Brönnimann können wir lesen – und das ist für uns ein wichtiger Punkt: «Für notarielle Handlungen ist zukünftig der Zeitaufwand und die benötigte Qualifikation zur Erledigung des Geschäftes verstärkt zu berücksichtigen». Wie man hier dagegen sein kann oder dass man hier Einwände machen kann, können wir in der SP-Fraktion nicht nachvollziehen. Wir stimmen – auch wenn das die Wiederkehr aller Dinge ist, das verstehe ich, ich will da auch nicht drum herum reden – beiden Vorstössen als Motion, also auch als Postulat oder in welcher Form auch immer zu. Uns geht es einfach primär darum, hier auch im Sinn eines meiner Vorredner, endlich, endlich ein Schrittchen vorwärts zu kommen, und diese beiden Vorstösse scheinen uns dazu geeignet. Ich bitte Sie, Herr Klopfenstein, unserer sehr klaren, differenzierten sachlichen Haltung zu folgen (*hilarité*).

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Zur Klarstellung: Ich bin Rechtsanwalt und nicht Notar, ich verteidige hier also keinen Besitzstand. Und ich kann Sie zudem beruhigen: Bei uns in der Fraktion haben sich die Notare nicht geäussert. Also auch diesbezüglich wird keine Besitzstandswahrung betrieben. Das Notariatsgesetz ist nicht 100 Jahre alt, vielmehr stammt es aus dem Jahr 2005 und die Notariatsverordnung aus dem Jahr 2006. Beide sind also nicht so wahnsinnig alt, und die SVP sieht grundsätzlich keinen Bedarf nach einer grundlegenden neuen Revision, nachdem man genau die Fragen, über die wir jetzt sprechen, immer und immer wieder mit gleichem Ergebnis diskutiert hat. Das gilt vorab bei der Frage nach der Minimalgebühr. Die Minimalgebühr, die ja jetzt so kritisiert wurde, hängt untrennbar mit der Ausgestaltung des bernischen Notariats als Landnotariat zusammen. Dies deshalb, weil es nicht nur in den urbanen Zentren Notariate gibt, sondern eben auch auf dem Land, wo die Notare die Klienten und die Örtlichkeiten kennen und damit eine bürgernähere Tätigkeit ermöglicht wird. Weiter erinnere ich daran, dass notarielle Urkunden öffentliche Urkunden mit verstärkter Glaubwürdigkeit sind. Wenn der Notar also pfuscht, gibt es endlose Rechtsstreite, die schlussendlich vielleicht nicht mehr so günstig ausfallen, wie gewisse Vorredner hier dargelegt haben. Ein höheres Vertrauen rechtfertigt eben auch eine entsprechende Gebührenansetzung. Auch wenn man hier jetzt gewisse Einzelfälle bemüht hat, bei denen man sich vielleicht fragen kann, ob die Gebühr im Verhältnis zum Geschäft steht, möchte ich doch daran erinnern, dass bei der ganz grossen Mehrheit der Geschäfte ein hoher Aufwand besteht, ohne dass eine erhöhte Gebühr verlangt würde. Es handelt sich dabei um komplexe Geschäfte, bei denen steuerrechtliche, erbrechtliche und familienrechtliche Überlegungen sowie Überlegungen des bürgerlichen Bodenrechts eine Rolle spielen. All diese Überlegungen muss man einbeziehen, damit die Urkunde sauber ausfällt und nicht zu endlosen Rechtsstreitigkeiten führt. Bezeichnenderweise wurde von den Motionären und Postulanten nichts angeführt zur Frage, ob diese Urkunden dann in andern Kantonen greifen, als sie die Vergleiche gemacht haben. Aus

eigener Erfahrung kann ich Ihnen sagen, dass es in andern Kantonen, die ein anderes System aufweisen, Urkunden gibt, die nicht greifen. Sie schaffen Raum für Rechtsunsicherheit, und das wollen wir nicht.

Wir sprachen hier allein von der Tätigkeit als Urkundsperson. Das ist eine hoheitliche Tätigkeit und man kann diesbezüglich nicht einfach von Wettbewerb sprechen. Hier ist der Notar als Vertreter des Staates tätig. Dort, wo er privatwirtschaftlich tätig ist, besteht ein voller Wettbewerb. Dort ist der Notar tätig wie jede andere Person und es gibt überhaupt keinen Besitzstandsschutz.

Die SVP-Fraktion lehnt die Vorstösse als Ganze ab. Wir sehen keine Veranlassung, die Notariats-AG eingehender zu prüfen. Dadurch würden mehr Fragen aufgeworfen als beantwortet würden, weil eben der Notar einen Doppelcharakter als Urkundsperson und als privatwirtschaftliche Person hat. Das kann man nicht einfach mischen, das würde Probleme geben.

Beim elektronischen Geschäftsverkehr stellen technische Schranken das Hauptproblem dar. Beim Zeitaufwand muss man darauf hinweisen, dass er bei der Bemessung der Gebühren bereits heute einen massgeblichen Wert hat. Wir sehen also auch hier keinen Bedarf nach weitergehender Prüfung.

Die Regierung erwähnte ein paar Punkte, die aus ihrer Sicht für eine Revision sprechen. Es ist von der Entbindung der Geheimhaltungspflicht die Rede und vom Anspruch auf unentgeltliche Notariatsdienstleistungen. Lieber Christoph Neuhaus, ob wir diesbezüglich bundesverfassungsrechtlich verpflichtet sind, ist dann noch eine andere Frage. Auch ist von der Vermeidung von unvereinbaren Tätigkeiten die Rede. Diese drei Punkte haben wenig bis überhaupt nichts mit dem Prüfungsanliegen der Motionäre, beziehungsweise der Postulanten zu tun. Die Bereiche, wo die Regierung einen Überprüfungsbedarf sieht, sind nicht diejenigen, welche die Motionen, beziehungsweise die Postulate anstreben. Wenn die Regierung der Meinung ist, dass in den ganz wenigen Bereichen, die sie erwähnt, ein Überprüfungsbedarf besteht, soll sie eine entsprechende Vorlage bringen, und wir werden sie vorurteilslos prüfen. Aber eine Überprüfung in der Richtung, in der die Vorstösse zielen, lehnen wir ab. Deshalb wird die SVP-Fraktion grossmehrheitlich sowohl eine Motion als auch ein Postulat ablehnen.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich spreche für die Fraktion und auch als Mitmotionär. Die EVP unterstützt beide Vorstösse, ein Teil der EVP unterstützt zumindest ein Postulat, ich als Mitmotionär unterstützte sicher die Motion. Es hat sich in den vergangenen Jahren eben doch etwas verändert und ist dabei, sich zu verändern, und zwar auf Bundesebene: So haben sich die Arbeitsmethoden bei den meisten Leuten geändert. Wenn es tatsächlich noch ein paar Leute gibt, die mit Hermes-Schreibmaschinen arbeiten, à la bonheur. Aber insgesamt haben sich die Arbeitsmethoden und die technischen Hilfsmittel doch verändert, und es ist nichts als richtig, das im Gesetz umzusetzen, was sich verändert hat. Es geht darum, mehr Möglichkeiten zu geben und mehr Markt zu schaffen. Es ist interessant, es ist ähnlich wie gestern bei der Spitaldiskussion: Die Leute, die sonst jeweils hier im Saal immer über den Staat schimpfen, sich über die Regulierungswut ärgern und so tun, als ob sie weniger Regulierung, Gesetz und Staat wollen, weil die Privaten ohnehin alles besser machen und der Markt ohnehin alles besser löst als eine Regulierung, sind die gleichen, die sich jetzt hier im Saal gegen eine Regulierungsbremse wehren. Sie wehren sich gegen einen Grundsatz, der ganz offensichtlich einen Berufsstand staatlich schützt und diesen Schutz aufrechterhalten will, und wehren den Markt, der vielleicht ein bisschen Einzug halten könnte, ab. Die lautesten Kritiker der staatlichen Regulierung und des Staates insgesamt, die ich hier im Rat in meinen 13 Jahren als Grossrat erlebt habe, sind die Direktbetroffenen. Und das sind diejenigen, die auf einmal nichts von ihrer Haltung, die sie sonst vertreten, wissen wollen. Eigentlich gibt es Leute, die hier vorne am Mikrofon darum bitten sollten, dass die Regulierung aufgehoben wird, weil ja der Markt alles besser regelt.

Aber es bewegt sich etwas, und zwar nicht nur bei den Aspekten, die ich vorhin erwähnt habe. Die Liste der Einreichenden der Vorstösse wird im Vergleich zu der Situation vor acht Jahren länger, als der erste Vorstoss zu diesem Thema eingereicht wurde. Es gibt auch mehr Notare, die sich nicht vor dem Wettbewerb fürchten, wie ich im Vorfeld gemerkt habe. Auch diese Liste wird länger.

Das hat offenbar auch der Regierungsrat gemerkt. Deshalb werden zwei Postulate vorgeschlagen. Liest man allerdings die Antwort mit all ihren Begriffen und Floskeln, wird deutlich, dass man grundsätzlich bereit ist, die Sache zu «prüfen». Ich habe mir ein paar herausgeschrieben: So kommen «vertieft analysieren» und «eingehend prüfen» mehrmals vor. Es wird auf die Öffnung des zeitlichen Horizonts hingewiesen und darauf, was auf Bundesebene geschieht, sodass es vielleicht in den nächsten zehn Jahren einmal passieren wird. Grundsätzlich ist man bereit, die Sache zu

prüfen und man muss «alles eingehend analysieren». In der Antwort lassen sich viele solche Begriffe finden. Also, so ganz ernst scheint es dem Regierungsrat nicht zu sein. Deshalb bitte ich Sie im Namen der EVP-Fraktion und auch als Mitmotionär, mitzuhelfen, der Regierung hier Beine zu machen und die Vorstösse zumindest als Postulat zu überweisen. Man kann es ja dann im Protokoll nachlesen, dass es dem Grossen Rat wirklich ernst ist, und dass er erwartet, dass dieses «eingehende Analysieren» und das «grundsätzlich Prüfen» und all diese Geschichten in einem vernünftigen Zeitrahmen passieren sollten. Dies damit wir dann irgendwann einmal einen konkreten Vorschlag bekommen, wie das Gesetz angepasst werden könnte. So könnten dann die in der detaillierten Motion von Kollege Brönnimann aufgeführten Punkte, aber auch der Punkt mit den Minimaltarifen endlich einmal konkret angepackt werden. Vielen Dank für Ihre Unterstützung.

Le président. Wir kommen zu den Einzelvoten.

Christian Bachmann, Nidau (PS). Ich äussere mich nur zur Motion Bhend. Sie ist ja ein Teil der Motion Brönnimann, und zwar ein sehr wichtiger; vor allem für all diejenigen, die Immobilien erwerben möchten. Dieser Heimatschutz der Mindesttarife führt zu höheren Preisen beim Kauf von Immobilien, und zwar zu einer ungerechtfertigten Verteuerung. Denn dieser Tarif hängt nicht mit der erbrachten Leistung zusammen, sondern mit der Höhe des Immobilienpreises. Wenn die Preise steigen, verdient ein Notar mehr. Das ist also nicht gerechtfertigt. Angebracht wäre ein Preis nach Aufwand. Wenn halt ein Notar mit der Hermes-Schreibmaschine mit dem Zweifingersystem schreibt und damit einen höheren Aufwand hat – na gut, dann steht der Person, die ein Haus kaufen will, auch zu, einen andern Notar zu wählen. Denn das würde sich ja ziemlich rasch herumsprechen. Die Motion Bhend will die Aufhebung der Mindestgebühr. Die Regierung sagt in der Antwort, bei der Aufhebung dieser Minimalgebühr würde vor allem die Klientschaft mit einer grossen Marktmacht profitieren. Das ist eine Behauptung. Wenn der Markt mehr spielt, kann durchaus auch der durchschnittliche Klient profitieren. Deshalb bitte ich Sie um Zustimmung zu dieser Motion, und zwar zu einer Motion. Ein Postulat, oder, wie Hubert Klopfenstein gesagt hat, ein «Postulätli», hat zu wenig Wirkung. Ich bitte Sie, diese Motion anzunehmen. Ich hoffe, sie werde nicht in ein Postulat gewandelt.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Als Mitarbeiterin des gelben Riesens fühle ich mich immer persönlich angesprochen, wenn der SVP-Übervater bei den bundesnahen Betrieben von geschützten Werkstätten spricht. Sollten diese Motionen also abgelehnt werden, wäre ich doch froh, wenn dafür gesorgt würde, dass künftig bei den geschützten Werkstätten neben den bundesnahen Betrieben auch noch die Berner Notare erwähnt würden. Danke für Ihre Unterstützung (*hilarité*).

Christoph Berger, Aeschi (UDC). Nach all den Voten müsste man davon ausgehen, dass jeder Notar innert kürzester Zeit zum Millionär wird. Es war von Wucher und übersetzten Preisen die Rede. Ich möchte noch eine andere Sichtweise einbringen, und zwar diejenige eines Landnotars. Hier ein Beispiel: Im Frutigtal haben wir sehr viele landwirtschaftliche Liegenschaften, die meist innerhalb der Familie weitergegeben werden, meist zum landwirtschaftlichen Ertragswert und nicht zum Verkehrswert. Der landwirtschaftliche Ertragswert im Frutigtal ist im kantonalen Vergleich sehr tief. Ich hatte erst kürzlich so einen Abtretungsvertrag im Umfang von knapp 40 Seiten auf dem Tisch. Da gab es viele Kleinstgrundstücke, hier ein Kuhrecht und dort noch irgendetwas. Betragsmässig war es nicht hoch, es war also für den Notar kein Supergeschäft. Es gibt halt zwischendurch eine Quersubventionierung. Oder ein anderes Beispiel sind die Erbschaften im ländlichen Gebiet. Erbschaften, bei denen es nicht um grosse Summen geht, aber Erbschaften mit vielen Erben und wo der Aufwand gross ist. Ich möchte hier eine Lanze für die Landnotare brechen. Der Landnotar ist fast so etwas wie ein Hausarzt: Man hat Vertrauen zu ihm. Es ist sehr wichtig, dass man im Land draussen noch solche Notare hat, welche die Verhältnisse und die Bezugspersonen kennen. Und es stimmt nicht, dass sich die Landnotare in kurzer Zeit eine goldene Nase verdienen und in kurzer Zeit Millionäre werden. Würden sie als Grundbuchverwalter arbeiten oder sonst beim Staat eine Stelle antreten, verdienten sie gleichviel, wenn nicht sogar mehr.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Eigentlich wollte ich nichts zu diesem Geschäft sagen, aber ein paar Voten haben mich schon ein bisschen erstaunt. Angefangen bei der linken Seite, bei der es auf einmal viel mehr Leute gibt, die für den privatwirtschaftlichen Konkurrenzkampf eintreten.

Und dann auf der rechten Seite die Leute, die das um jeden Preis verhindern wollen. Kollege Schwarz sprach von den Grundtarifen, die eingehalten werden müssen. Ich habe ein Restaurant. Angenommen, Sie müssten für einen Kaffee 8.70 Franken und für ein «Schnipo» 89.50 Franken bezahlen, was würden Sie sagen? Sie würden sagen, das sei Wucher, das sei viel zu teuer. Wenn jetzt aber dieser Preis staatlich festgeschrieben wäre, könnte ich keinen Kaffee unter dem Preis von 8.70 Franken anbieten und auch kein «Schnipo» unter 89.50 Franken. Was würden Sie sagen? Ich gehe in einen andern Kanton etwas trinken? Das können Sie aber nicht, denn dort dürfen sie ihnen nichts geben. Ist das die Marktwirtschaft, die von rechter Seite so stark verteidigt wird? Entschuldigung, da muss ich schon ein bisschen lachen.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Die Diskussion hat doch eine ganz spezielle Form angenommen. Ich habe vorwiegend mit Landnotaren zu tun. Wenn der Landnotar seine Arbeit nach Aufwand verrechnet, hat er ja nicht weniger als heute, sondern gleichviel, wenn das korrekt abläuft. Es ist aber tatsächlich so, dass sich bei jedem zweiten Geschäft, das ich mit einem Landnotar abwickle, der Notar am Schluss entschuldigt, weil er mir so eine hohe Rechnung machen muss, da der Mindesttarif einfach so ist und er mir die Stunde Arbeit nicht tiefer verrechnen darf. Ich bitte Sie wirklich, hier die KMU etwas zu berücksichtigen, die immer wieder mit solchen Verschreibungen und Schuldbriefen zu tun haben und dort einen übersetzten Preis bezahlen müssen, um diese Arbeit machen zu lassen. Bei den grossen Geschäften habe ich kein Problem. Ich will niemandem, wirklich niemandem Geld wegnehmen, aber wenn ich für die Leistung von einer halben Stunde 2000 Franken hinblättern muss, weil das vom Betrag her so sein muss, habe ich ein Problem. Ich bitte wirklich all diejenigen, die für eine liberale Marktwirtschaft eintreten, hier eine liberale Marktwirtschaft einzuführen und endlich mit dem alten Zopf dieser Tarife aufzuhören.

Le président. Beide Motionäre möchten nach dem Regierungsrat sprechen.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Ich habe die Ausführungen der verschiedensten Expertinnen und Experten gehört. Inhaltlich bin ich nicht mit allen einverstanden, auch wenn wir viel Neues und viel Gutes gehört haben – das Gute war nicht immer neu und das Neue nicht immer gut. Ich muss aber präzisieren, warum der Regierungsrat eine Annahme als Postulat verlangt. Denn das ist das Entscheidende hier, auch wenn die Vorstösse «nur» als Postulat oder als «Postulätchen» überwiesen werden sollten. Der Vorstoss soll nicht als Postulat überwiesen werden, damit man ihn schubladisieren kann, sondern wegen den Rahmenbedingungen. In einem ersten Schritt müsste man einen Strategiebericht an den Grossen Rat mit Vorschlägen für eine Gesetzesrevision erarbeiten. Es ist klar: Eine allfällige Liberalisierung der Notariatsgebühren muss mit einer Liberalisierung der Notariatsvorschriften im Gleichschritt gehen. Das Notariat ist kein freier Beruf. Es wird immer wieder mit dem Amtsnotariat verglichen, aber da muss ich immer den Kopf schütteln, wenn man das alles in den gleichen Topf wirft: Ich wuchs in der Nähe des Kantons Solothurn auf und kann das vergleichen. Es handelt sich dabei um einen administrierten Markt, ein Wort, das bisher noch niemand in den Mund genommen hat.

Interessant wird die Diskussion rund um die Abschaffung des Mindesttarifs sein. Handelt es sich dabei, Herr Grossrat Köpfli, um einen Schutz der kleinen Konsumenten oder nicht? Das ist die grosse Frage. Ich erinnere mich an den liberalisierten Stromtarif, als mir versprochen wurde, dass mein Strom günstiger wird. Mein Strom wurde nicht günstiger, weil ich Strom spare. Vielmehr ist es so, dass diejenigen, die mehr brauchen, belohnt werden, und um die Arbeit aufzunehmen braucht es Grundlagen.

In diesem Sinn ist der Ansatz der Motion Thomas Brönnimann mit Abstand deutlich sachlicher als derjenige der Motion Bhend. Ziel des Strategieberichts ist es also, herauszufinden, was genau unternommen werden muss, wie vorzugehen ist und was mehrheitsfähig ist. Deshalb eine Annahme als Postulat und nicht als Motion. Wenn Sie eine Motion durchwinken, sind wir verpflichtet, innerhalb von zwei Jahren eine Gesetzesrevision vorzulegen – innerhalb von zwei Jahren. Dann schrauben wir an den Tarifen herum, aber gleichzeitig stehen noch weitere wichtige Weichenstellungen von Seiten des Bundesparlamentes und des Bundesgerichtes an. Und wir möchten von dieser Seite gewisse Dinge prüfen und nicht immer wieder die Gesetzestexte hervor nehmen und Änderungen machen. Ich erinnere Sie wieder an das Versprechen von vergangener Woche, es sollten nicht permanent Revisionen vorgenommen werden, sondern nur, wenn es sich um ein Gesamtpaket handelt.

Es wurde gesagt, die Berner Regelung sei ein Verstoss gegen das Binnenmarktgesetz. Diese Aussage muss ich zurechtrücken. Das Bundesgericht wäre froh, das zu hören, denn dort ist seit rund einem Jahr ein Fall hängig, der für die Zukunft des Notariats wichtig ist und gerade diesen Punkt klärt. Es geht um die Frage, ob das freiberufliche Notariat im hauptberuflichen Bereich weiterhin eine öffentlich-rechtliche Funktion hat, oder ob es sich um einen normalen privatrechtlichen Beruf handelt. Erst nach Klärung dieser Frage kann man sagen, ob es gegen das Binnenmarktgesetz verstösst oder nicht. Das können wir hier im Saal nicht beurteilen.

Es liegt auf der Hand: Es wäre praktischer, wenn grundlegende Weichenstellungen, die jetzt anstehen, vor einer Gesetzesrevision erfolgten, denn je nach Bundesgerichtsentscheid werden die Notariate grundlegend neu ausgerichtet werden müssen. Das Bundesparlament wird seine Arbeit ja wieder aufnehmen, und es sind dort wichtige Fragen in der Pipeline. Insbesondere stellt sich die Frage nach der nationalen oder internationalen Freizügigkeit der Urkundspersonen und auch der Urkunden, also nicht nur der Personen, sondern auch der Urkunden selber. Auch diese Weichenstellung wollen wir abwarten, bevor wir eine Gesetzesrevision anpacken. Mit der Überweisung des Vorstosses als Motion besteht die Gefahr, dass wir eine grosse Arbeit an die Hand nehmen, die Gesetzgebungsarbeit auslösen und etwas erarbeiten, bei dem wir dann sogleich wieder von Vorne anfangen müssen.

Ich fasse zusammen: Der Regierungsrat hat in seiner Antwort ausführlich aufgezeigt, dass er Handlungsfelder sieht, die eine Gesetzesrevision als sinnvoll erscheinen lassen. Aber die Entwicklung in diesem Bereich hängt doch ganz deutlich von Entscheiden auf Ebene des Bundes, also Parlament und Bundesgericht, ab. Der Regierungsrat will erst gestützt auf die bundesrechtlichen Vorgaben die Zukunft des bernischen Notariats gesamthaft analysieren und entsprechend gestalten. Eine isolierte Diskussion lediglich über die Notariatsgebühren ist abzulehnen. Mit der Überweisung als Postulat geben Sie dem Regierungsrat den Auftrag, tätig zu werden. Sie geben uns aber auch die nötige Flexibilität, damit wir das Ganze nicht übers Knie brechen, sondern damit wir es in die Entwicklungen auf Bundesebene einpacken und diese berücksichtigen können. Sagen Sie deshalb bitte ja zu einem Postulat und lehnen Sie bitte die Motionen ab.

(Monsieur Köpfli aimerait reprendre la parole, mais Monsieur Neuhaus lui demande de régler la question bilatéralement avec lui.)

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich sage noch rasch, was Herr Grossrat Köpfli Herrn Neuhaus sagen wollte, damit es alle hören und damit sich nicht alle wundern, warum die Preise noch nicht gesunken sind: Für Privatkunden wurde der Strommarkt nämlich noch nicht liberalisiert. Dies einmal als Erstes. Jetzt geht es weiter: Wir hatten es heute ein bisschen mit den Physikern. Jetzt könnte ich sagen, heureka, ein Postulat ist mehrheitsfähig, ich bin auf dem guten Weg. Gut, wir befinden uns hier nicht im Bereich von Quantensprüngen, sondern innerhalb des bernischen Trägheitsmoments, und scheinbar gelten im Kanton Bern andere Gravitationsgesetze als in den meisten anderen Kantonen der Schweiz. Ich habe schon viel geträumt, aber ich habe noch nie geträumt, dass ich Grossrat Klopfenstein von diesem Anliegen überzeugen kann. Grossrat Klopfenstein, der Verweis auf das ZGB ist schön, das ist wirklich ein Wurf, der 70 Jahre lang andauerte. Das bernische Notariatsgesetz hat aber doch etwas mehr mit einem Gebührenreglement zu tun als mit einem solchen Wurf. Dieser Vergleich steht also ein bisschen schief und ist sicher auch kein gutes Beispiel für eine gute Privatinitiative, sondern eher für private Jagdreviere, die staatlich geschützt sind mit einer staatlichen Lizenz für das Gebühreninkasso.

Zu Grossrätin Kohli: Falls es noch Notare geben sollte, die mit einer Hermes Baby überleben können, werden nicht die durch die geltenden Regelungen bestraft, die effizienter arbeiten, sondern diejenigen, die mit einer Hermes Baby arbeiten. Hätten wir ein bisschen mehr Markt, würden sie sofort weggeputzt und das wäre wohl im volkswirtschaftlichen Gesamtinteresse. Persönlich habe ich ein bisschen vermisst, dass sich unsere Grossräte, die Notare sind, nicht geäussert haben. Immerhin ist einer noch da, die andern haben wohl das Weite gesucht oder haben hinter den Kulissen so gut gewirkt, dass sie sich ihrer Sache sicher sind. Vielleicht gehören sie auch zu diesen Grossnotariaten, die bei einer Annahme des Vorstosses profitieren. Jedenfalls habe ich sie vermisst. Die Lehrer kommen immerhin noch ans Mikrofon, wenn sie ihre Interesse vertreten *(Heiterkeit)*.

So, was mache ich jetzt? Ich bleibe sicher dran, denn wir haben es ja vorhin von Regierungsrat Neuhaus gehört: So schnell passiert da nichts, «nume nid gschprängt». Ich kündige es bereits an:

Ich suche Mitstreiter. Ich mache wieder einen Vorstoss im Einzelnen gegen dieses unsägliche Steuerinventar. Dort gibt es unhaltbare Zustände. Diesbezüglich befinden wir uns nicht nur im letzten Jahrhundert, sondern noch fast im Mittelalter. Für mich ist das notariell beglaubigtes, staatlich geschütztes Raubrittertum. Wenn Sie jetzt denken: «Was erzählt er jetzt da wieder?», dann warten Sie ab, bis Sie selber einmal ein Steuerinventar machen und «abdrücken» müssen. Jetzt warten Sie natürlich alle gespannt und fragen sich, was der da vorne jetzt macht. Es ist mir noch selten so gegangen wie jetzt, wo die einen sagen, ich müsse an einer Motion festhalten und die andern sagen, ich solle in ein Postulat wandeln, damit es endlich ein winziges Schrittlchen vorwärts geht. – Tja, also: Ich wandle Ziffer 1 in ein Postulat. Bei Ziffer 2 halte ich an einer Motion fest. Ich verlange ziffernweise Abstimmung, sodass ich sehen kann, wer für was ist.

Patrick Bhend, Steffisbourg (PS). Lieber Hubert, ich lade dich gerne bei der nächsten Session einmal zu einem Kaffee ein und hoffe, dass du mich dann ein bisschen besser kennst, als das jetzt hier so rübergekommen ist. Notar Brand hat vorhin gesagt, dass er sich dann trotzdem noch einen Computer kaufe. Ja, das finde ich nicht so schlecht (*hilarité*). Seien wir ehrlich, ich habe kein griffiges Argument gegen mein Anliegen gehört. Es wurde immer wieder gesagt, die Frage sei vor Kurzem behandelt worden – «vor Kurzem» ist bald einmal zehn Jahre her. Ich denke aber nicht daran, meine Motion in ein Postulat zu wandeln. Denn der sogenannte links-grüne Regierungsrat – das haben Sie richtig gehört – hat fast zehn Jahre Zeit gehabt, diesen Missstand zu beheben, denn die Tarife liegen in seiner Kompetenz. Und warum soll ich ihm jetzt glauben, dass er mit einem unverbindlichen «Postulättli» wirklich seine Finger für dieses Thema rühren will? Mein Votum habe ich übrigens fast unverändert aus den Tagblättern der Jahre 2007 und 2011 zusammengestellt. Sie können das dort nachlesen. Das Thema ist heute nämlich nicht weniger aktuell als damals. Im Gegenteil: Der Regierungsrat gibt unterdessen unumwunden zu, dass die Tarife aufgrund der Immobilienpreissteigerungen durchschnittlich um 9 Prozent gestiegen sind.

Jetzt lassen Sie doch bitte alle Voten, die Sie gehört haben, nochmals Revue passieren und nützen Sie doch bitte eine Fähigkeit, die ich Ihnen allen hier im Saal attestiere; nämlich die Fähigkeit, Argumente gegeneinander abzuwägen. Seien Sie jetzt ganz ehrlich in der Beurteilung und fragen Sie sich, wer in dieser Debatte die stichhaltigeren Argumente vorgebracht hat. Und dann drücken Sie bitte ganz autonom auf den Knopf und denken Sie dabei an all ihre Wählerinnen und Wähler. Und schauen Sie einmal ausnahmsweise ganz egoistisch auf Ihr eigenes Portemonnaie und nicht auf die Fraktionsspitze oder auf die Abstimmungstafel. (*Hilarité*)

Le président. Wir bereinigen zunächst den Vorstoss 138-2015 von Herrn Brönnimann. In Ziffer 1 Stimmen wir über ein Postulat ab.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 97

Non 34

Abstentions 2

Le président. Ziffer 2 wurde nicht in ein Postulat gewandelt. Wir stimmen buchstabenweise über Ziffer 2 als Motion ab.

Vote (ch. 2a)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 70

Non 57

Abstentions 4

Vote (ch. 2b)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 72

Non 56

Abstentions 2

Vote (ch. 2c)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 70

Non 60

Abstentions 5

Vote (ch. 2d)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 82

Non 51

Abstentions 2

Vote (ch. 2e)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 70

Non 57

Abstentions 4

Le président. Jetzt kommen wir zum Vorstoss 113-2015 von Herrn Bhend. Der Vorstoss wird als Motion aufrechterhalten.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 67

Non 62

Abstentions 3

(Applaudissements)

Le président. Ruhe Bitte. Sie haben diese Motion überwiesen. Beim Vorstoss Brönnimann wurde Ziffer 1 als Postulat überwiesen und Ziffer 2 mit all ihren Buchstaben als Motion. Damit sind wir am Ende der Geschäfte der JGK und damit auch am Ende der Session angelangt. Ich bedanke mich beim Regierungsrat und seinen Mitarbeitern für die Zusammenarbeit. Ich bedanke mich beim gesamten Rat herzlich für die Zusammenarbeit während den vergangenen 10 Tagen, wünsche Ihnen eine gute Advents- und Weihnachtszeit und einen guten Jahreswechsel. Ich freue mich, im nächsten Jahr mit Ihnen weiterzuarbeiten. Auf Wiedersehen. *(Applaudissements)*

Fin de la séance et de la session à 15 heures.

Les rédactrices :

Dorothea Richner (d)

Catherine Graf Lutz (f)

